

STOP TAFTA



NON

AU GRAND MARCHÉ
TRANSATLANTIQUE

MOBILISONS NOUS

POUR EMPECHER LA SIGNATURE DU CETA ET ARRETER LES NEGOCIATIONS DU TAFTA !!

Dates clés :

- **28 & 29 Juin 2016** : Sommet européen à Bruxelles, où **les Etats de l'UE doivent se positionner** sur leur volonté ou non de **signer les accords CETA / TAFTA**
- **20/06 & 18/07 2016** : Conseil européen des affaires étrangères, où les accords devraient être au cœur du débat
- **OCTOBRE/NOVEMBRE** : RATIFICATION DU CETA !!!

Mobilisation :

- Rejoins ton collectif local stop-tafta
- Demande à ta commune de se déclarer « Zone Hors-Tafta »
- Signe les pétitions !

Pour plus de renseignements et pour agir :

www.collectifstopafta.org - Rejoignez-nous aussi sur

Facebook et Twitter : « StopTAFTA » !



CETA : Le Cheval de Troie des multinationales



Le symbole mythologique du **Cheval de Troie** représente les **dangers** des accords de libre-échanges **CETA / TAFTA**, dissimulés sous l'apparence d'une bonne nouvelle...

CETA / TAFTA : Qu'est-ce que c'est ?

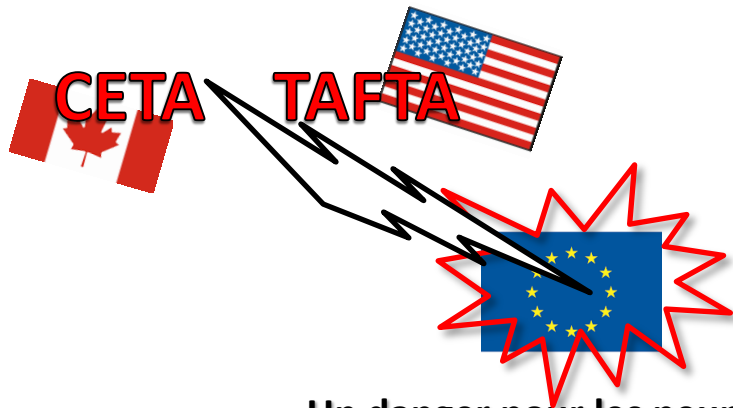
- Des traités de libre-échange **en faveur des multinationales**
- Pour la création du **plus vaste marché du monde**
- Négociés dans la plus grande **opacité**
- **Sans consultation des peuples !**

Les conséquences :

- **Supprimer** les derniers droits de douane
- **Niveler par le bas** les normes sociales, financières, sanitaires, environnementales et culturelles
- Permettre aux multinationales de **contester les lois** qui leurs sont défavorables et qui protègent les citoyens

Sous couvert d'une hypothétique relance de la croissance ; ce projet menace de mettre en péril ce qui rend nos sociétés encore vivables...

DEMOCRATIE en DANGER !



Un danger pour les peuples européens...

Domination des multinationales !!

Les droits des grandes entreprises seront démultipliés face aux Etats, ce qui leurs permettra de **poursuivre un gouvernement** si elles estiment qu'il prend une décision juridique ou réglementaire qui compromet leurs investissements et leurs profits. Les jugements seraient alors rendus par des **tribunaux privés** composés d'avocats et de juristes recrutés parmi les grandes firmes (ISDS).

De plus, une '**coopération réglementaire**' permanente sera instaurée, entraînant un processus de prise de décision **non-démocratique**. Les propositions de lois seront étudiées par des experts non élus qui réserveront une place officielle aux lobbies d'entreprises. Les parlements nationaux et les assemblées locales ne seront consultés qu'en bout de course et ne joueront qu'un rôle marginal dans l'élaboration des règles et des lois. Le **débat public** sera évidemment **supprimé**.

Agriculture & Alimentation, la chute libre ...

- Le **principe de précaution**, permettant d'interdire l'usage de certains produits ou procédés (OGM, produits chimiques...) lorsque la communauté scientifique estime qu'il est nocif pour le consommateur, sera **aboli** !
- La simplification des contrôles de qualité aux frontières permettra l'importation de produits **nocifs** pour les consommateurs (viande nourrie aux hormones, lavée à l'acide...) et sans aucune prise en compte environnementale (souffrance animale, utilisation de produits à outrance...). De plus, ces produits bon marché mettront en **péril** les systèmes agricoles **locaux** qui favorisent la qualité au rendement !
- L'utilisation sans limitations des indicateurs géographiques protégés entraînera une **perte** de valeur de nos labels.

Un impact Démocratique et Social !

Les **services publics**, comme l'éducation et la santé, sont **menacés** par l'obligation des Etats de traiter les investisseurs et entreprises sur un pied d'égalité. Ce qui signifie qu'il sera plus difficile voire impossible de réserver les aides de l'Etat pour les services publics locaux et l'économie sociale et solidaire. De plus, la concurrence des acteurs économiques risque d'engendrer une **dégradation** de la **qualité** des services.

En termes de **droit du travail**, les conquêtes sociales fondamentales (salaire minimum, protection sociale, retraite, horaires...) sont **menacées**, car les obligations légales et réglementaires vont être poussées à la **restriction**. La concurrence ouverte poussera à la réduction des coûts sociaux, à la dégradation des prestations et à la **précarisation** de tous les travailleurs.

Un impact Environnemental !

A l'aide de ces mécanismes, les entreprises n'auront que faire des réglementations contraignantes en faveur de l'environnement et du **changement climatique** et pourront attaquer les Etats qui tenteront de faire appliquer ces lois.

Un impact Culturel !

La libéralisation de ce secteur permettra de remettre en cause les subventions publiques pour la production culturelle locale ou encore d'exiger la fin des quotas de diffusion. Toute la spécificité et la diversité culturelle en Europe est menacée de **disparaître** face à la force de frappe d'Hollywood, car en effet, les Etats-Unis n'ont pas ratifié la convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle.